

**RAPPORT  
N° 2017/E1/004**

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**1<sup>ERE</sup> SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2017**

**26 ET 27 JANVIER**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF**

**CREATION D'UNE PLATEFORME REGIONALE  
DE DEMOCRATIE OUVERTE : DEMUCRAZIA.CORSICA**

COMMISSIONS COMPETENTES : COMMISSION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

COMMISSION DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION



## CREATION D'UNE PLATEFORME REGIONALE DE DEMOCRATIE OUVERTE : DEMUCRAZIA.CORSICA

### Rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse

#### Raportu di u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica

##### Contexte

Au cours des dernières années, des efforts ont été faits de la part des élus et des administrations pour intégrer davantage les citoyens et les acteurs privés dans des processus de co-construction des politiques locales. De nombreuses concertations citoyennes ont vu le jour et illustrent l'objectif démocratique inclusif de ces démarches. Néanmoins, l'étude de ces processus démontre plusieurs failles, notamment le manque de lisibilité de ces débats.

L'information au citoyen doit donc être un axe de travail prioritaire dans le cadre du renforcement d'une démocratie locale plus directe. Pour cela, la Collectivité Territoriale de Corse pourrait être l'acteur qui répertorie et fédère au sein d'un même *portail* d'information tous les débats existants sur son territoire, quelque soit l'échelon territorial et l'acteur qui l'anime.

Le citoyen pourrait ainsi disposer d'espaces numériques identifiés au sein desquels il pourrait se tenir informé de tous les débats participatifs existants, en les hiérarchisant notamment par centre d'intérêt ou par proximité géographique.

Des démarches de ce type ont d'ores et déjà été initiées par l'Etat, les collectivités locales, la société civile.

Comme par exemple <http://change.org>, <http://QuestionnezVosÉlus.org>,  
<http://www.voxe.org/>, <https://laprimaire.org/> [www.parlement-et-citoyens.fr](http://www.parlement-et-citoyens.fr),  
[www.republique-numerique.fr](http://www.republique-numerique.fr) , <http://fabriquecitoyenne.rennes.fr> .

##### Objectifs et enjeux pour la Corse

Le renforcement de la démocratie locale est un objectif du Conseil Exécutif de Corse comme de l'Assemblée de Corse. Cet engagement à écouter, prendre en compte et associer la société civile à la construction de l'intérêt général s'incarne dans de nouvelles méthodes de travail. De nouvelles pratiques collaboratives voient le jour pour susciter et permettre l'implication citoyenne dans le respect des institutions, d'une éthique et d'une culture du débat public.

Depuis décembre 2015, la Collectivité Territoriale de Corse organise de nombreux débats participatifs autour de différentes problématiques de l'emploi, à l'économie, à

la langue... Elle entend ainsi contribuer à l'émergence d'une démocratie basée sur la transparence, la participation, la collaboration et la co-construction.

Outiller cette démarche avec le Numérique ne fera que renforcer et consolider en Corse une approche moderne et renouvelée du débat participatif et citoyen.

Ainsi, la mise en place d'un espace numérique dédié aux débats participatifs pourrait structurer cette démarche et l'enrichir. Au delà de ses besoins propres, la Collectivité Territoriale de Corse est en capacité fédérer les initiatives citoyennes sur son territoire en regroupant au sein d'une même plateforme l'ensemble des débats citoyens en région.

Une telle plate forme permettrait :

- d'amener La société civile à s'investir dans les débats publics,
- de renforcer la proximité élus citoyens,
- de rendre l'action de l'Assemblée de Corse et du Conseil Exécutif de Corse comme des agences et offices plus accessibles aux citoyens,
- d'éduquer à l'action publique,
- d'ouvrir les travaux de la Collectivité Territoriale de Corse au plus grand nombre et susciter l'innovation publique,
- d'engager une démarche collective sur les grands chantiers pour la Corse de demain,
- d'ancrer la démarche à l'ensemble du débat citoyen en Corse.

### **Principes d'une plateforme numérique de débat citoyen en Corse (démocratie ouverte)**

La création d'une plateforme numérique de démocratie ouverte regroupant tous les débats en cours et permettant au citoyen d'obtenir au sein d'un même site toutes les informations relatives aux débats publics en Corse s'inscrit aujourd'hui dans les objectifs du Conseil Exécutif et de l'Assemblée de Corse.

Cette plateforme sous la forme d'un site Web serait ouverte à la société civile et offrirait à chaque corse la possibilité d'accéder aux débats publics et d'y contribuer. Elle permettrait aussi de référencer les débats participatifs ouverts en Corse.

Pour cela elle offrirait 4 espaces d'expression :

1. un espace d'information dans une logique de transparence, de sensibilisation ou de communication,
2. un espace de consultation au sein duquel les corses sont sollicités pour formuler un avis et enrichir une proposition initiale,
3. un espace de concertation organisé comme une réflexion collective, autour d'un projet, d'une problématique ou d'un objectif soumis aux citoyens,
4. un espace de co-construction au sein duquel s'organise une démarche collaborative autour d'un processus créatif allant de l'idée au projet.

## **Principales fonctions de la plateforme de démocratie ouverte de la CTC**

La plate forme couvrirait les 4 espaces d'expression évoqués ci-dessus (Information, consultation, concertation et co-construction) autour d'un panel de fonctionnalités diverses :

- une plate forme ouverte à tous sur Internet, chacun peut s'y inscrire et contribuer y compris la diaspora,
- une information sur les débats publics en Corse et dans un premier temps ceux initiés au sein de Collectivité Territoriale de Corse,
- une fonction pour créer et consulter l'opinion autour d'une proposition afin d'optimiser les décisions,
- une fonction pour ouvrir la plate forme aux propositions citoyennes de créer des boîtes à idée, de favoriser la créativité,
- la possibilité de questionner l'opinion publique et de concerter sur un sujet donné,
- la possibilité d'ouvrir des espaces de co-construction et d'innovation,
- une plate forme qui permet l'interpellation citoyenne,
- Il serait aussi possible d'envisager de mettre en œuvre un budget participatif.

## **Champs d'action potentiels susceptibles d'être investis par la plateforme**

Cette liste est indicative, elle illustre les directions potentielles que pourrait investir la plate forme :

- Espace d'information : Espace d'information sur l'ensemble des débats et réflexions lancer par la CTC, y compris celui de la Collectivité de Corse,
- Espace de consultation : espace de consultation des rapports soumis à l'Assemblée de Corse, les inscrits à sur la plate forme pourront formuler un avis sur les rapports et enrichir le débat voir la proposition. La constitution de cet espace pourrait être la première initiative portée par la plate forme.
- Espace de concertation autour de la problématique des déchets, des transports, la co officialité, ...
- Espace de co-construction autour du SRD2i, stratégie de l'innovation, stratégie numérique, imaginer la Corse en 2050.

## **Mise en œuvre de la plateforme de démocratie ouverte de la CTC**

Cette plate forme pourrait s'identifier par l'adresse Internet : [www.demucrazia.corsica](http://www.demucrazia.corsica). Sa mise en œuvre serait réalisée à partir d'un marché public lancé par la Collectivité Territoriale de Corse (accord cadre).

Le cahier des charges sera constitué à partir des travaux d'un groupe de travail dédié qu'il convient de constituer, piloté par la Direction de l'Aménagement Numérique.

Le budget total de l'opération serait de l'ordre de 80 000 à 100 000 € HT pour une durée de 4 ans selon les fonctionnalités et contenus demandés. Un cofinancement au titre du FEDER est envisageable à hauteur de 50 %.

Le financement serait mobilisé au titre du programme 1512 volet investissement au titre du BP 2016.

Les délais de mise en œuvre du portail seraient de 2 mois après la notification du marché.

### **Phases prévisionnelles de réalisation**

- déc. 2016 : Constitution du Cahier des charges et vote à l'Assemblée de Corse,
- janvier 2017 : Lancement du marché,
- mars 2017 : Attribution du marché,
- juin 2017 : ouverture du portail et lancement du premier débat.

### **Conclusion**

Au regard du présent rapport et du règlement associé, il est proposé :

- d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à engager cette opération d'un montant de 120 K€ sur les Autorisations de Programme du programme 1512 I au titre du BP 2016.
- d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à effectuer les demandes de cofinancement nécessaires,
- d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à lancer et à signer le marché afférent à l'opération,
- d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à prendre et à signer les actes nécessaires découlant de la présente décision

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**ASSEMBLEE DE CORSE**  

---

**DELIBERATION N° 17/ AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
AUTORISANT LA CREATION D'UNE PLATEFORME REGIONALE  
DE DEMOCRATIE OUVERTE : DEMUCRAZIA.CORSICA**  

---

**SEANCE DU**

L'An deux mille dix-sept et le , l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II - Livre IV - IVème partie,
- VU** la délibération n° 16/081 AC de l'Assemblée de Corse du 15 avril 2016 portant approbation du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2016,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE****ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse et le règlement associé.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à engager cette opération d'un montant de 120 K€ sur les Autorisations de Programme du Programme 1512I affectées au BP 2016.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à effectuer les demandes de cofinancement nécessaires.

**ARTICLE 4 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à lancer et à signer le marché afférent à l'opération et à prendre et à signer les actes nécessaires découlant de la présente décision.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AIACCIU, le

Le Président de l'Assemblée de  
Corse,

Jean-Guy TALAMONI